



europe.maregionsud.fr



UNION EUROPÉENNE  
Fonds Européen de  
Développement Régional



PRÉFET DE LA RÉGION  
PROVENCE-ALPES  
CÔTE D'AZUR



EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

## FICHE OPÉRATION CIRP POIA

N° opération :	PA0027520
Bénéficiaire :	44269893200013 Université Européenne des Saveurs et des Senteurs
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

### IDENTIFICATION DES BÉNÉFICIAIRES

#### Bénéficiaire Ultime / Personne Morale

N° SIRET :	25050101200026
Raison sociale :	Conservatoire botanique national alpin
Adresse :	05000 Gap

#### Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale

N° SIRET :	44269893200013
Raison sociale :	Université Européenne des Saveurs et des Senteurs
Adresse :	04300 Forcalquier

## RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme opérationnel Interrégional FEDER du Massif des Alpes 2014-2020
Codification :	AP01 - Axe prioritaire : Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de montagne / OT06 - Objectif thématique : Préserver et protéger l'environnement et encourager l'utilisation efficace des ressources / PI06d - Priorité d'investissement : Protéger et restaurer la biodiversité et les sols et favoriser des services liés aux écosystèmes, y compris au travers de Natura 2000, et des infrastructures vertes / AP01-OT06-PI06d-OS2 - Objectif spécifique : Protéger la biodiversité et les continuités écologiques alpines

## DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	CARE : Cueillette Alpine Responsable
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	La zone concernée par le projet est constituée uniquement du territoire d'intervention du Conservatoire botanique national alpin éligible au programme POIA.
Zone(s) :	
Type	Libellé
Département INSEE	Drôme
Département INSEE	Isère
Département INSEE	Hautes-Alpes
Département INSEE	Alpes-de-Haute-Provence
Département INSEE	Savoie
Département INSEE	Haute-Savoie
Département INSEE	Vaucluse

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	15/06/2020
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2019-POIA-OS2 : Protéger la biodiversité et les continuités ./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CIRP POIA en consultation écrite du 17 décembre 2020	Décisionnel	Dématérialisé	17/12/2020	

Description de l'opération
<p>Le marché des substances d'origine végétale, destinées principalement aux secteurs de l'agroalimentaire, de la pharmacie et de la cosmétique, connaît ces dernières années un essor significatif en Europe et dans le Monde (Etude Alcimed, 2011).</p> <p>Si ces ingrédients sont obtenus principalement à partir de ressources agricoles, une part non négligeable provient de la cueillette de ressources végétales sauvages.</p> <p>Au total, 728 espèces ou sous-espèces font l'objet de prélèvements à buts commerciaux dans les milieux plus ou moins anthropisés du territoire métropolitain. Cette biodiversité végétale utile et utilisée est impressionnante et correspond à un peu plus de 10 % de la biodiversité végétale de la métropole. (Le monde des plantes n°517, 2015).</p>

Si la cueillette se pratique sur l'ensemble du territoire national, les principales zones se situent dans les massifs montagneux connus pour la richesse de leur biodiversité : les Vosges pour l'arnica (*Arnica montana*), le Jura pour l'if commun (*Taxus baccata*), l'Auvergne pour la gentiane (*Gentiana lutea*), les Alpes pour le génépi (*Artemisia genipi*,...), etc. A ces prélèvements, s'ajoutent également ceux des habitants et des nombreux touristes fréquentant les massifs.

Cette réalité demeure souvent méconnue et sous-estimée des pouvoirs publics et des gestionnaires des espaces naturels. Quelques territoires ont néanmoins recensé ces pratiques. Ainsi, on dénombre :

- 257 cueilleurs sur le territoire du Conservatoire botanique national du Massif Central pour 370 espèces cueillies et 700 opérateurs concernés (étude 2012),
- 197 cueilleurs sur le territoire du Conservatoire botanique national des Pyrénées et Midi-Pyrénées pour 436 plantes cueillies (étude 2014).

S'agissant du massif alpin, aucune étude n'a encore été conduite afin d'établir un état des lieux de la cueillette de plantes sauvages. Les pratiques et les quantités prélevées sont méconnues, confrontées le plus souvent à un monde secret voire opaque. En outre, la pérennité, la rareté, la vulnérabilité de cette ressource n'ont jamais été évaluées, et ce malgré l'établissement de listes préfectorales réglementant les cueillettes il y a une vingtaine d'années. Il n'y a jamais eu non plus d'étude sur les impacts de la cueillette sur les populations d'espèces.

La situation est d'autant plus paradoxale que certaines stratégies industrielles d'approvisionnement en plantes peuvent placer la flore alpine au cœur d'une véritable spéculation.

Face à la pression exercée sur la biodiversité, il convient donc de s'intéresser aux activités de cueillette sur le massif alpin et de s'interroger sur l'impact de ces prélèvements sur les populations d'espèces. Telle est la problématique à laquelle le projet apportera une réponse concrète à travers le développement d'outils opérationnels et transférables en matière de connaissances de pratiques et volumes de cueillette, de connaissance des acteurs de la cueillette, d'évaluation de la vulnérabilité des espèces cueillies, d'impact des pratiques de cueillette, de sensibilisation et de formation des professionnels, des habitants et des touristes à la protection de la biodiversité alpine.

### Objectifs recherchés :

L'objectif du projet est d'assurer la protection de la biodiversité de la flore alpine et ainsi contribuer à la réduction du « taux d'espèces alpines menacées » à 50 % à l'horizon 2023.

Pour ce faire, le projet cible plus spécifiquement le domaine des plantes sauvages cueillies sur le massif alpin en raison de la pression toute particulière que ces espèces subissent du fait de la demande mondiale en extraits végétaux.

Pour atteindre cet objectif général, le projet a défini plusieurs objectifs opérationnels répondant aux différentes problématiques identifiées :

- Identifier et cartographier les acteurs impliqués dans la cueillette, les espèces cueillies, les habitats et les marchés.
- Croiser la liste nationale des espèces cueillies avec la liste rouge de la flore des Alpes.
- Actualiser la liste des plantes cueillies sur le massif alpin.
- Evaluer la vulnérabilité des espèces cueillies dans les Alpes.
- Evaluer l'impact de la cueillette sur les populations d'espèces.
- Sensibiliser, former et diffuser les résultats à l'ensemble des parties prenantes du massif alpin.

Ces différents objectifs et les actions qui en découlent apporteront une contribution significative à la mise en œuvre de la loi pour la reconquête de la biodiversité de la nature et des paysages du 8 août 2016. En effet, cette loi clarifie le cadre réglementaire des activités de cueillette et ouvre la voie vers un nouveau système de déclaration et d'autorisation dont l'application reste entièrement à définir et à mettre en œuvre au niveau local.

Dès lors, il convient de définir les critères objectifs relatifs à l'état de conservation des espèces, aux caractéristiques biologiques des espèces et aux pratiques de cueillette permettant de déterminer quel type de réglementation est la mieux adaptée à chaque espèce.

Bibliographie :

- LESCURE J.P., THEVENIN T., GARRETA R. & MORISSON B., 2018. Les plantes faisant l'objet de cueillettes commerciales sur le territoire métropolitain. Une liste commentée. Le Monde des Plantes, 517 [2015] : 19-39.
- Garreta R., 2017. Un tour d'horizon de quelques cueillettes commerciales. In Lieutaghi P. (dir.), Les plantes manipulées : morales du végétal ? Actes du séminaire d'ethnobotanique de Salagon. Forcalquier, Éditions Musée de Salagon, p. 195-201.
- Albert-Lorca M., Garreta R., 2016. Des sociétés rurales européennes aux cueilleurs professionnels de plantes sauvages : visions et pratiques de la nature. In Javel A. (dir.), Les relations Homme-Nature dans la transition agroécologique. Paris, L'Harmattan, p.107-124.
- Jean-Paul Lescure, Thierry Thevenin, Raphaële Garreta & Béatrice Morisson, 2015. Les plantes faisant l'objet de cueillettes commerciales sur le territoire métropolitain, Le Monde des Plante, n°517.
- Laurie-Anne Coste, 2014. Enquête sur les producteurs européens de plantes médicinales pratiquant la vente directe, FranceAgrimer.
- Olivier Bagarri, 2014. La biodiversité locale comme potentiel de valorisation économique et sociale des espaces naturels méditerranéens, Forêts méditerranéennes, p. 309-316.
- Laurence Chaber, Claire Julliand, Didier Moreau, 2013. Pré-étude du projet de charte nationale de cueillette professionnelle de plantes sauvage, AFC.
- Eva Moré, 2011-2013. Plant Wild Project, Grundtvig Learnership Association.
- Claire Julliand, 2011. Valorisation de la biodiversité locale et innovation en matière d'extraits végétaux/Recommandations pour l'approvisionnement durable en matières premières naturelles issues de la biodiversité végétale alpine, HEPIA,
- Université de Gênes, 2010. Étude de l'efficacité d'extraits végétaux comme produits phytopharmaceutiques et thérapeutiques naturels, projet Alcotra AROMA.

### Résultats escomptés (cible visée)

Les groupes cibles identifiés sont :

- les gestionnaires d'espaces naturels (parcs naturels, conservatoires, etc.) pour qui le projet permettra de mieux identifier les pratiques et évaluer la vulnérabilité des espèces cueillies,
- les institutions publiques (administration d'Etat et autorités locales) pour qui le projet permettra de mieux assurer les tâches de contrôle et de délivrance d'autorisation de cueillette de plantes sauvages,
- les laboratoires de recherche qui étudient les plantes sauvages et leurs usages pour qui le projet permettra de mieux identifier les zones de peuplement et les pratiques,
- les cueilleurs de plantes pour qui le projet permettra d'actualiser la liste des espèces réglementées ou interdites de cueillette, les zones de prélèvement interdites de cueillette,
- les acteurs économiques qui utilisent et transforment les plantes de cueillette notamment dans les secteurs de l'agroalimentaire, de la cosmétique et de la phyto-pharmacologie pour qui le projet apportera plus de transparence et de garantie quant au respect des règles de protection des espèces,
- le grand public (habitants et touristes) fréquentant le massif alpin avec une attention particulière portée au jeune public pour qui le projet construira des outils de sensibilisation à la protection de la biodiversité alpine.

Résultats du projet :

Les résultats attendus du projet sur le massif alpin sont en lien avec les exigences de développement durable. Le projet permettra ainsi d'identifier, inventorier et évaluer la vulnérabilité des espèces cueillies et l'impact de la cueillette sur les populations.

Le projet entend également sensibiliser l'ensemble des parties prenantes : cueilleurs, transformateurs, entreprises de produits finis, consommateurs/touristes à la protection des plantes sauvages.

Impacts :

Le projet permettra à terme la mise en place, par les autorités compétentes :

- d'un programme d'observation et de protection de la biodiversité,

EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

- de plans d'actions territoriaux de protection de la biodiversité.

En effet, les résultats du projet permettront in fine aux administrations en charge de la police de l'environnement d'actualiser les mesures de protection à prendre en faveur de telle ou telle espèce sur un territoire donné.

Durabilité :

La durabilité des résultats est, quant à elle, garantie par :

- la participation au projet de partenaires travaillant depuis plusieurs années sur les problématiques de biodiversité, de valorisation du végétal et de production de plantes,
- l'association au projet d'acteurs publics garants de l'appropriation, de la diffusion et de l'exploitation des résultats au plan local ou national (Dreal AURA et PACA, DDT, FranceAgriMer, Régions SUD et AURA, Parcs naturels, etc.),
- la définition et la mise en oeuvre d'un plan de dissémination des résultats. Tous les résultats du projet seront publics et pourront ainsi être largement diffusés. Un plan de dissémination sera mis en place dans le cadre du projet. Les actions de formation et de sensibilisation qui seront conduites permettront une appropriation des résultats tant au niveau local qu'au niveau des filières économiques concernées.
- la prise en compte des résultats du projet dans les démarches nationales conduites au niveau de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel, de l'Office Français de la Biodiversité, du Ministère de la Transition écologique et solidaire, du Conservatoire national des plantes à parfum, médicinales et aromatiques, etc.

**Calendrier et phasage de l'opération :**

Période prévisionnelle d'exécution

Début : 01/01/2021

Fin : 31/12/2022

Le démarrage du projet est prévu au 1er janvier 2021 pour une clôture opérationnelle au 31 décembre 2022, soit 24 mois.

Action 1 : Etat des lieux de la cueillette sur le massif alpin : 1er janvier 2021 au 30 juin 2022

Action 2 : Formation et sensibilisation : 1er septembre 2021 au 31 décembre 2022

Action 3 : Gouvernance : 1er janvier 2021 au 31 décembre 2022

Le projet ne nécessite pas d'autorisations spécifiques.



UNION EUROPÉENNE  
Fonds Européen de  
Développement Régional



RÉGION  
PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR



EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

## DEPENSES ET RESSOURCES

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant ( HT)
Dépenses de communication de l'opération  Exposition itinérante sur les territoires alpins	Direct	Investissement	21 000,00 €
Dépenses de communication de l'opération  Outils de communication et de visibilité	Direct	Fonctionnement	1 250,00 €
Dépenses de communication de l'opération  Séances de sensibilisation auprès d'un public jeune	Direct	Fonctionnement	7 800,00 €
Dépenses de communication de l'opération  Supports vidéos de dissémination auprès des publics cibles	Direct	Investissement	7 500,00 €
Dépenses de déplacement, de restauration, d'hébergement  Frais de missions - CBNA	Direct	Fonctionnement	766,00 €
Dépenses de déplacement, de restauration, d'hébergement  Frais de missions - UESS	Direct	Fonctionnement	4 060,00 €
Dépenses de personnel  Frais salariaux chargés du poste de botaniste	Direct	Fonctionnement	12 769,00 €
Dépenses de personnel  Frais salariaux chargés du poste de chargé de communication	Direct	Fonctionnement	6 440,00 €
Dépenses de personnel  Frais salariaux chargés du poste de coordinateur de projet	Direct	Fonctionnement	27 388,00 €
Dépenses de prestations externes de service  Etude sur les pratiques de cueillette	Direct	Fonctionnement	5 000,00 €
Total :			93 973,00 €



UNION EUROPÉENNE  
Fonds Européen de  
Développement Régional



RÉGION  
PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR



EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

### Ressources

*Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?*

Non

*Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?*

Oui

**Détails des  
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
REGION	Provence-Alpes- Côte d'Azur			8,56	8 043,00			
REGION	Auvergne-Rhône- Alpes, chef-lieu Lyon			8,56	8 043,00			
ETAT	Écologie, développement durable et énergie		Auc / Aucun régime d'aide	2,88	2 707,00			
UNION EUROPÉENNE	Fonds européen de développement régional		Auc / Aucun régime d'aide	60,00	56 384,00			
<b>Total co- financier</b>				<b>80,00</b>	<b>75 177,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Bénéficiaire				20,00	18 796,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				<b>100,00</b>	<b>93 973,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>



## INSTRUCTION

<b>Service instructeur :</b>	Service POIA	<b>Avis du service instructeur :</b>	Favorable
------------------------------	--------------	--------------------------------------	-----------

### Motivation du service instructeur :

L'opération s'inscrit :

- Dans le premier axe prioritaire du POIA FEDER « Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de Montagne »
- Dans l'Objectif Thématique 06 "Préserver et protéger l'environnement et encourager l'utilisation efficace de ressources"
- Dans la priorité d'investissement PI6d qui vise à « Protéger et restaurer la biodiversité et les sols, et favoriser les services liés aux écosystèmes, y compris au moyen de Natura 2000 et d'infrastructures vertes »
- Dans l'Objectif spécifique n° 2 « Protéger la biodiversité et les continuités écologiques alpines »

Le chef de file et son partenaire, porteurs de projet, comme l'opération sont donc considérés comme éligibles à l'Appel à Projets AP01-OT06-PI06d-OS2 – 2019/2020.

De plus, la note de la grille de notation s'élève à 14.75 / 20.

L'avis est donc favorable.

SYNTHESE :

#opération éligible au POIA, à l'appel, et qui obtient une note de 14,75/20 sans aucune note éliminatoire#